

## Le résumé de la semaine

- **Marchés** : performances positifs sur les marchés action et crédit.
- **Etats-Unis** : hausse graduelle de l'inflation aux US conformément aux attentes.
- **Zone euro** : chiffres du 1er trimestre majoritairement en-dessous des attentes en zone euro.

### CHIFFRE CLÉ

# 0,8%

Recul de la production industrielle en février

### FOCUS

Les achats d'obligations d'entreprises de la BCE ont atteint 150 milliards d'euros en cumulé à la fin du mois de mars. Les positions actuelles représentent un peu plus de 17% de la dette totale des entreprises éligibles, un chiffre qui reste inférieur à celui des autres portefeuilles d'actifs de la BCE sur les autres segments de son programme d'achat (APP). Tout d'abord, la banque centrale a pleinement confirmé son engagement à maintenir ses achats à un niveau élevé, car les flux hebdomadaires n'ont pratiquement pas diminué par rapport à la fin de 2017. Deuxièmement, les flux hebdomadaires ont été calibrés également en raison de la volatilité des marchés financiers. Enfin, en fonction de l'activité des émissions mensuelles et afin de maintenir la stabilité des flux, la BCE a fait preuve d'une approche très pragmatique dans la gestion de ses achats sur les marchés primaire et secondaire. Le premier trimestre a confirmé l'engagement de la BCE à maintenir des conditions financières accommodantes pour les entreprises dans cette phase tardive de l'assouplissement quantitatif.



### DATES CLÉS



#### 26 avril

Comité de la Banque Centrale Européenne (BCE)

#### 2 mai

Comité de la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed)

#### 22 juin

Sommet de l'OPEP - Vienne, Autriche

Source : Stratégie Amundi.

Document réservé aux clients professionnels, sociétés d'investissements et autres professionnels de l'industrie de la finance.

## Analyse de la semaine

### Russie : jusqu'où iront les sanctions ?

L'administration Trump a annoncé une nouvelle série de sanctions, ciblant les entreprises proches du président Poutine. Les sanctions américaines contre la Russie restent ciblées sur des individus spécifiques et les groupes de sociétés associés. Par rapport, à 2014, les sanctions apparaissent encore plus rudes. Tout d'abord, elles ne visent pas uniquement les nouvelles émissions de dettes des entreprises ciblées mais toutes les transactions avec les États-Unis et en dollar américain - y compris les paiements. Ensuite, ces sanctions sont « extraterritoriales » : les États-Unis peuvent pénaliser toute entité non-américaine qui « facilite les transactions importantes avec les entités sanctionnées » et englobent toutes les filiales détenues à 50% ou plus par les entités sanctionnées ou contrôlées par des sociétés mères. Enfin, le Département du commerce a interdit toute vente de biens, de technologies et de logiciels aux entités sanctionnées. Pour toutes ces raisons, l'impact des sanctions s'étend bien au-delà des entreprises elles-mêmes ou de la Russie. Le marché a rapidement réagi à ces annonces. Même si les actions russes ont repris cette semaine, elles avaient perdu près de 10% le jour de l'ouverture des marchés qui a suivi les annonces (lundi 9 avril). Le rouble quant à lui s'est affaibli de 10%, tandis que les spreads souverains russes se sont creusés et les spreads des sociétés russes ont bondi de 18%. L'impact sur les marchés ressemble

beaucoup à celui de 2014 - lorsque la crainte de nouvelles sanctions a incité les investisseurs à vendre les avoirs russes en général en raison des attentes de plus de sanctions sans parler de la menace autour d'une guerre en Syrie. Pour le marché, la question n'est pas de savoir s'il y aura de nouvelles sanctions mais ce qui sera visé : le pétrole ? le secteur financier ? les obligations souveraines ? Alors que le consensus considère actuellement l'extension de ce régime de sanctions à la dette souveraine en devise forte comme une probabilité plus faible, le risque n'est pas nul. Quelques voix, parmi lesquelles celle de Mnuchin, secrétaire américain au Trésor, commencent à émerger contre une escalade des sanctions mais seront-elles suffisantes ?

Indice	Performance			
	13/04/18	1S	1 M	YTD
<b>Marchés d'actions</b>				
S&P 500	2664	1,9%	-3,2%	-0,4%
Eurostoxx 50	3463	1,4%	0,8%	-1,2%
CAC 40	5334	1,3%	1,0%	0,4%
Dax 30	12512	2,0%	1,0%	-3,1%
Nikkei 225	21779	0,5%	0,5%	-4,3%
MSCI Marchés Emergents (clôture -1J)	1177	1,2%	-3,0%	1,7%
<b>Matières premières - Volatilité</b>	<b>13/04/18</b>	<b>1S</b>	<b>1 M</b>	<b>YTD</b>
Crude Oil (Brent, \$/baril)	72	5,3%	9,2%	8,1%
Or (\$/once)	1340	0,3%	1,9%	2,9%
VIX	18	-4,2	1,8	6,6
<b>Marché des changes</b>	<b>13/04/18</b>	<b>1S</b>	<b>1 M</b>	<b>YTD</b>
EUR/USD	1,23	0,0%	0,2%	2,6%
USD/JPY	108	0,9%	1,6%	-4,3%
EUR/GBP	0,86	-0,9%	-2,0%	-2,7%
EUR/CHF	1,19	0,7%	1,4%	1,3%
<b>Marchés du crédit</b>	<b>13/04/18</b>	<b>1S</b>	<b>1 M</b>	<b>YTD</b>
Itraxx Main	+55 bp	-3 bp	+5 bp	+10 bp
Itraxx Crossover	+274 bp	-9 bp	+22 bp	+42 bp
Itraxx Financials Senior	+57 bp	-4 bp	+6 bp	+13 bp

Indice	Performance			
	13/04/18	1S	1 M	YTD
<b>Marchés des taux</b>				
EONIA	-0,36	-	-	-2 bp
Euribor 3M	-0,33	-	--	-
Libor USD 3M	2,34	-	+14 bp	+65 bp
2Y yield (Allemagne)	-0,58	-	+1 bp	+5 bp
10Y yield (Allemagne)	0,53	+2 bp	-4 bp	+10 bp
2Y yield (US)	2,36	+9 bp	+7 bp	+48 bp
10Y yield (US)	2,85	+7 bp	-	+44 bp
<b>Ecart de taux 10 ans vs Allemagne</b>	<b>13/04/18</b>	<b>1S</b>	<b>1 M</b>	<b>YTD</b>
France	+23 bp	--	-2 bp	-13 bp
Autriche	+20 bp	+1 bp	-1 bp	+5 bp
Pays-Bas	+14 bp	-1 bp	-2 bp	+4 bp
Finlande	+12 bp	-	-1 bp	-6 bp
Belgique	+28 bp	-1 bp	-1 bp	+7 bp
Irlande	+42 bp	-	-2 bp	+18 bp
Portugal	+115 bp	-4 bp	-3 bp	-36 bp
Espagne	+73 bp	--	-7 bp	-41 bp
Italie	+129 bp	+2 bp	-13 bp	-30 bp

Source : Bloomberg, Strategie Amundi  
 Données actualisées le 13 avril à 15h00.



Retrouvez toutes les définitions des termes financiers utilisés dans ce document sur notre site : [Lexique](#)

#### **AVERTISSEMENT Achevé de rédiger le 13 avril 2018 à 15h.**

Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.

Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Édité par Amundi Asset Management - Société anonyme au capital de 1 086 262 605 euros - Siège social : 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris. Composition : ART6. Photos : 123rf ; iStock.